

**Comité des Nations Unies pour l'exercice
des droits inaliénables du peuple palestinien**

NGO Action News

14 décembre 2023

Moyen-Orient

- Le 12 décembre, [B'Tselem](#) et d'autres organisations israéliennes de défense des droits de l'homme et de la société civile ont adressé une lettre au Président Biden, lui demandant d'exercer son influence sur Israël pour mettre fin à la catastrophe humanitaire dans la bande de Gaza.
- Le 11 décembre, [Al-Mezan](#), [Al-Haq](#) et le Centre palestinien pour les droits de l'homme ont publié un communiqué de presse exigeant la fin des disparitions forcées de prisonniers palestiniens et l'arrêt immédiat des tortures et des mauvais traitements infligés à des centaines de Palestiniens de Gaza détenus arbitrairement. Les organisations ont publié cette déclaration après avoir reçu les témoignages déchirants de détenus palestiniens libérés.
- Le 10 décembre, l'[Association pour les droits civils en Israël](#) a adressé une correspondance juridique au procureur militaire en chef et déposé une demande d'accès aux informations relatives à l'utilisation du système « Hasbara », qui se fonde sur l'intelligence artificielle pour générer des cibles d'attaque dans la bande de Gaza.
- Le 10 décembre, l'[Institut du Caire pour l'étude des droits de l'homme](#) a publié un message marquant le 75^e anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette annonce déplore le recul causé par les pays signataires de la Déclaration universelle qui ont apporté leur soutien à la campagne militaire israélienne, laquelle pourrait déboucher sur un génocide à Gaza. Le [Centre de ressources BADIL pour la résidence palestinienne et les droits des réfugiés](#) a publié un message analogue, soulignant que le 75^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme coïncide avec les 75 ans de la Nakba et la tentative d'Israël de provoquer un nouveau déplacement massif de Palestiniens dans la bande de Gaza « sous le regard complice de la communauté internationale ».

Asie et Europe

- Le 15 décembre, l'[Association France Palestine Solidarité](#) et d'autres organisations organisent une rencontre pour la solidarité avec le peuple palestinien, qui comprendra des tables rondes avec des journalistes, des membres de la société civile, des responsables syndicaux et des militants.

- Le 13 décembre, l'[Australia Palestine Advocacy Network](#) (APAN) a publié un communiqué de presse saluant le soutien apporté par l'Australie à une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies en faveur d'un cessez-le-feu à Gaza, affirmant que ce changement de position témoignait de l'engagement des centaines de milliers d'Australiens qui ont manifesté, se sont rassemblés et ont scandé des chants pour exiger un cessez-le-feu immédiat. L'APAN a déclaré qu'elle s'efforcerait désormais d'obtenir la mise en œuvre complète et immédiate de cette résolution.
- Le 13 décembre, l'[Institut italien d'études politiques internationales](#) a organisé un événement en ligne intitulé « Trouble at the Gate: Egypt's Gaza Dilemma », qui a inclus un débat avec plusieurs universitaires et chercheurs du Moyen-Orient.
- Le 11 décembre, l'[Agence Média Palestine](#) a publié un article indiquant qu'une centaine de députés français avaient adressé une lettre à la Première ministre Elisabeth Borne pour exiger que la sécurité des journalistes soit garantie à Gaza, ceux-ci ne bénéficiant d'aucune protection spéciale contre les attaques ciblées d'Israël à leur encontre.
- Le 9 décembre, le [Centre palestinien pour le retour](#) a publié un communiqué de presse dans lequel il exprime sa profonde inquiétude face aux nouvelles informations faisant état de viols et d'agressions sexuelles qui auraient été commis par l'armée israélienne dans la bande de Gaza.
- Le 7 décembre, [Amnesty International](#) a publié les conclusions de son enquête sur l'attaque israélienne meurtrière contre un groupe de sept journalistes dans le sud du Liban le 13 octobre. Il ressort de l'analyse de plus d'une centaine de vidéos, de photographies et de fragments d'armes provenant du site ainsi que d'entretiens avec des témoins que les frappes israéliennes semblent avoir constitué une attaque directe contre des civils et devraient faire l'objet d'une enquête pour crimes de guerre.

Amérique du Nord

- Le 14 décembre, [The People's Forum](#) organisera un événement intitulé « Gaza : Génocide et résistance » qui comprendra un échange avec le D^r Rabab Abdulhadi sur la lutte en cours pour la libération de la Palestine, son histoire et son contexte ainsi que les possibilités futures.
- Le 12 décembre, conjointement avec un groupe d'organisations de la société civile établies au Royaume-Uni, [Human Rights Watch](#) a publié une lettre adressée au gouvernement du Royaume-Uni pour demander l'arrêt immédiat des transferts d'armes destinées au gouvernement israélien. Cette lettre avertit le gouvernement qu'il risque de se rendre complice de graves violations du droit international, y compris d'attaques pouvant constituer des crimes de guerre.
- Le 8 décembre, [Churches for Middle East Peace](#) ont organisé un séminaire en ligne sur le thème « La complicité et ses conséquences : une conversation sur le rôle du gouvernement

des États-Unis dans les violences à Gaza et en Cisjordanie ». Ce débat a réuni plusieurs experts juridiques et politiques, dont Josh Paul, ancien fonctionnaire du département d'État, et Craig Mokhiber, ancien directeur du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

- Le 8 décembre, [J Street](#) a publié une déclaration saluant l'annonce faite par un groupe de sénateurs du gouvernement des États-Unis, qui a décidé d'introduire un amendement au projet de loi sur les crédits supplémentaires d'urgence afin de garantir que toute aide militaire supplémentaire fournie en vertu de la loi soit conforme au droit international et à la législation américaine en vigueur. J Street prévoit de défendre cet amendement et a demandé à tous les sénateurs de le coparrainer. [Americans for Peace Now](#) a également publié une déclaration se félicitant de la proposition d'amendement.

Nations Unies

- Le 13 décembre, la [Coordinatrice pour les activités humanitaires et le développement dans le Territoire palestinien occupé](#), M^{me} Lynn Hastings, a donné un point de presse virtuel soulignant le besoin de parvenir à un cessez-le-feu et rappelant qu'il incombe à Israël, en tant que puissance occupante, de protéger la population civile palestinienne. M^{me} Hastings a également fait le point sur la situation humanitaire à Gaza.
- Le 12 décembre, l'[Assemblée générale](#) a adopté à une écrasante majorité de 153 États membres une résolution exigeant un cessez-le-feu humanitaire immédiat à Gaza et insistant pour que les parties au conflit respectent le droit international. Cette résolution demande également la libération de tous les otages tout en visant à garantir l'accès à l'aide humanitaire. Un enregistrement de la session est disponible [ici](#).
- Le 12 décembre, le [Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien](#) a organisé une table ronde sur le thème « La guerre à Gaza de 2023 : la responsabilité de prévenir les génocides », avec la participation : de M. Jihad Abusalim, Directeur exécutif du Jerusalem Fund ; de D^r Raz Segal, professeur associé d'études sur l'Holocauste et les génocides et titulaire d'une chaire d'étude des génocides modernes à l'université de Stockton ; de M^{me} Hannah Bruinsma, conseillère juridique pour Law for Palestine ; et de M^{me} Katherine Gallagher, avocate principale du Center for Constitutional Rights.
- Le 12 décembre, l'[Organisation mondiale de la Santé](#) (OMS) a publié un communiqué de presse au lendemain d'une mission à haut risque menée conjointement avec l'OCHA et le Croissant-Rouge palestinien à l'hôpital Al-Ahli, dans la ville de Gaza. L'OMS a décrit les difficultés rencontrées au cours de la mission et réitéré son appel en faveur de la protection des infrastructures et du personnel de santé et humanitaire à Gaza.
- Le 8 décembre, le [Conseil de sécurité](#) a organisé une réunion d'urgence pour aborder la situation à Gaza après que le Secrétaire général António Guterres a invoqué l'article 99 de la Charte. Dans son allocution, le [Secrétaire général](#) a exhorté le Conseil à exiger un cessez-le-feu humanitaire immédiat, car « les yeux du monde entier et les yeux de l'histoire sont grand

ouverts ». Toutefois, une résolution présentée par les Émirats arabes unis demandant un cessez-le-feu humanitaire immédiat a fait l'objet d'un veto de la part des États-Unis.

- Le 7 décembre, plusieurs organisations de la société civile, dont Al-Haq et la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), ont participé à une discussion intitulée « Impunité et récurrence des atrocités criminelles : justice différée et situation dans l'État de Palestine », organisée [en marge de](#) la 22^e session de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

Cette lettre d'information recense les informations sur les activités récentes et à venir des organisations de la société civile travaillant sur la question de la Palestine. Le Comité et la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat des Nations Unies communiquent les informations « en l'état », sans garantie d'aucune sorte et déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude ou à la fiabilité des informations contenues dans les sites Internet dont les liens figurent dans la lettre d'information. La lettre d'information NGO Action News sera bientôt traduite dans d'autres langues.



<http://www.facebook.com/UN.palestinianrights>



<http://www.twitter.com/UNISPAL>